

COMITE DE LIAISON DES INSTITUTIONS ORDINALES

Association Loi 1901

Madame Marisol TOURAINE

Ministre des Affaires sociales et de la Santé
14, avenue Duquesne
75700 PARIS SP 07

JCR/HL/nlg D 12-0137

Paris, le 5 septembre 2012

Madame la Ministre,

Le Comité de Liaison des Institutions Ordinales (CLIO), association réunissant les seize Ordres ou Chambres de professions réglementées (professions de santé, juridiques et judiciaires, techniques ou du cadre de vie) souhaite vous faire part de ses interrogations à la suite de votre récente communication sur l'inscription obligatoire des professionnels relevant de l'Ordre des infirmiers, de l'Ordre des masseurs-kinésithérapeutes et de l'Ordre des pédicures-podologues.

Si les missions des institutions ordinales, fixées par le législateur, sont adaptées à chacune selon son domaine d'intervention, elles ont toutes en commun d'assurer et de veiller à la meilleure qualité des services proposés aux patients, clients, usagers ou justiciables. Elles visent donc la primauté des bénéficiaires et de l'intérêt général sur celui du professionnel.

La compétence et la disponibilité de plus d'un million de professionnels relevant de l'inscription à un Ordre sont une réalité quotidienne au service de tous. Cette mission sociale d'intérêt général nécessite le respect de règles professionnelles, éthiques et déontologiques, quel que soit le statut d'exercice.

C'est ainsi que les Ordres encadrent l'exercice des professionnels notamment en s'assurant du respect des règles déontologiques et plus généralement en veillant, en toute transparence, à la juste application des conditions d'accès et d'exercice fixées par la loi. Ils s'assurent du comportement probe et moral de leurs membres, comportement que la société est en droit d'attendre d'eux. Ils font en sorte que leurs compétences demeurent au niveau requis pour garantir la qualité des prestations.

Les missions attribuées aux Ordres ne sont donc ni des droits, ni *a fortiori* des privilèges ou des instruments de défense d'intérêts corporatistes. Ils exercent une mission de service public pour assurer aux personnes et à la collectivité que les professionnels inscrits aux Ordres auront toujours à l'esprit une exigence d'éthique, de compétence, de respect du secret professionnel et d'indépendance. Et que ces mêmes professionnels n'abuseront ni de leur savoir ni de la confiance qu'on leur porte. Ces principes s'inscrivent dans les valeurs fondatrices de notre démocratie et participent à l'Etat de droit.

En évoquant l'idée de soustraire certaines catégories de professionnels à la compétence ordinale, c'est l'universalité du respect des devoirs professionnels au sein d'une même profession qui serait rompue. Nul ne comprendrait que ces devoirs diffèrent selon le statut, salarié ou libéral. Comment justifier, par exemple, que ces différences de statut puissent entraîner des appréciations différentes des conditions d'accès ou des règles et comportements professionnels ?

.../...

De même, en évoquant l'idée de rendre l'inscription ordinale facultative, on aboutirait à une inversion de primauté. Ne serait-ce pas faire passer les intérêts du professionnel avant ceux du destinataire du service ?

Dans une telle perspective, les institutions ordinales concernées ne s'adresseraient alors qu'aux seuls professionnels volontaires. Leur action s'en trouverait diluée et leur mission de service public remise en cause.

Enfin, une telle initiative, même limitée à une seule profession, ne manquerait pas de jeter le doute voire le discrédit sur un modèle ordinal qui fait ses preuves en Europe comme en France.

Vous pouvez être assurée que les institutions ordinales regroupées dans le CLIO sont prêtes à travailler avec vous et avec les autres membres du Gouvernement concernés afin de rechercher les conditions d'un exercice optimal entre professionnels exerçant des métiers conjoints ou complémentaires.

Vous remerciant de l'attention que vous voudrez bien porter à ce courrier et nous tenant à votre disposition pour toute rencontre que vous souhaiteriez, nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de notre très haute considération.

Ordres des professions juridiques et judiciaires



Gilles THOUVENIN
Président de l'Ordre des **Avocats**
au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation



Christiane FERAL-SCHUHL
Président du Conseil de l'Ordre
des **Avocats** du Barreau de Paris



Christian CHARRIERE-BOURNAZEL
Président du Conseil national des **Barreaux**

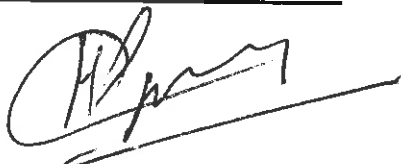


Jean-Daniel LACHKAR
Président de la Chambre nationale
des **Huissiers de justice**



Benoît RENAUD
Président du Conseil Supérieur du **Notariat**

Ordre des professions de santé



Michel LEGMANN
Président du Conseil national
de l'Ordre des **Médecins**



Christian COUZINOU
Président du Conseil national
de l'Ordre des **Chirurgiens-Dentistes**



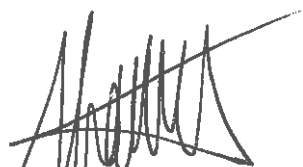
Marie-Josée KELLER
Président du Conseil national
de l'Ordre des **Sages-Femmes**



Isabelle ADENOT
Président du Conseil national
de l'Ordre des **Pharmaciens**
Président du CLIO



Didier BORNICHE
Président du Conseil national
de l'Ordre des **Infirmiers**



Bernard BARBOTTIN
Président du Conseil national
de l'Ordre des **Pédicures-Podologues**



Jean-Paul DAVID
Président du Conseil national
de l'Ordre des **Masseurs-Kinésithérapeutes**

Ordres des professions techniques et du cadre de vie



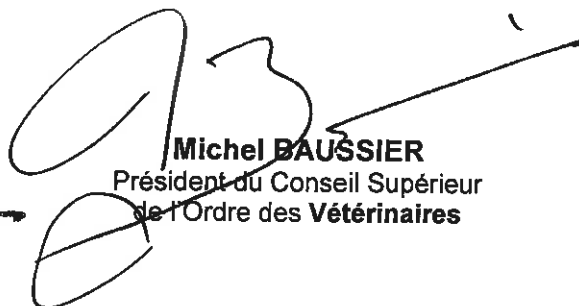
Lionel CARLI
Président du Conseil national
de l'Ordre des **Architectes**



Agnès BRICARD
Président du Conseil supérieur
de l'Ordre des **Experts-Comptables**



François MAZUYER
Président du Conseil Supérieur
de l'Ordre des **Géomètres-Experts**



Michel BAUSSIER
Président du Conseil Supérieur
de l'Ordre des **Vétérinaires**